



Arrêt

n° 106 594 du 11 juillet 2013
dans l'affaire X / I

En cause : X

ayant élu domicile : X

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA 1^{re} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 26 décembre 2012 par X, qui déclare être de nationalité guinéenne, contre la décision du Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, prise le 23 novembre 2012.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 29 avril 2013 convoquant les parties à l'audience du 10 juin 2013.

Entendu, en son rapport, J.-C. WERENNE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me E. MASSIN, avocat, et J. DESSAUCY, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

Selon vos déclarations, vous seriez de nationalité guinéenne, d'origine ethnique peule et de confession musulmane. Vous seriez né le 15 mars 1994 à Conakry, République de Guinée. Vous seriez un simple sympathisant du parti UFDG – Union des Forces Démocratiques de Guinée – dont le président est Cellou Dalein Diallo (parti de l'opposition) et vous feriez partie de l'Association des Jeunes de Bambeto, AJDB. Cette association aurait pour but de venir en aide aux jeunes orphelins de Bambeto en collectant des fonds auprès des commerçants de Bambeto afin subvenir aux besoins des orphelins (logement, éducation et autres).

Le 3 septembre 2011, vous auriez quitté la Guinée en avion pour arriver en Belgique le 4 septembre. Le 5 septembre 2011, vous introduisez votre demande d'asile. A l'appui de vos déclarations, vous invoquez les faits suivants :

En 2008, des personnes cagoulées et en uniforme auraient cambriolé le domicile familial et auraient volé l'argent et le véhicule de votre père, commerçant de profession. Votre père aurait été tué par l'un des cambrioleurs et les autres membres de la famille, dont vous, auraient été pris en otage. Le lendemain, vous auriez averti les forces de l'ordre qui se seraient rendues sur les lieux. Elles auraient constaté les faits, auraient pris des photos et auraient dressé un procès-verbal.

Le 28 septembre 2009, votre mère et vous auriez participé à la manifestation contre l'éventuelle candidature de Moussa Dadis Camara (chef de la junte militaire) aux élections présidentielles de 2010. Elle aurait perdu la vie lors de la manifestation et votre genou aurait été déboîté. Vous auriez alors été élevé par votre oncle maternel.

Avant juin 2010, vous auriez participé à 2 soirées dansantes organisées par l'AJDB. Vous y auriez adhéré en juin 2010 et les problèmes qui vous ont poussé à quitter la Guinée auraient commencé suite à votre adhésion. Le 18 juillet 2011, vous auriez participé à l'organisation d'un tournoi de football organisé par l'AJDB dont vous seriez le secrétaire. Le vice-président de l'UFDG, [B.O.], aurait été invité à ce tournoi par le président de l'association, M. [D.]. [B.O.] aurait tenu un discours notamment sur les victimes de la manifestation du 28 septembre 2009. Le 19 juillet 2011, il y a eu une tentative d'assassinat contre le président Alpha Condé. Le 29 juillet 2011, vous auriez été voir un match de football dans un vidéoclub. A votre retour, sur la route, vous auriez été arrêté par des militaires travaillant au camp Alpha Yaya. Ils vous auraient demandé de leur présenter vos documents d'identité, vous auriez répondu ne pas être en possession de tels documents et leur auriez décliné votre nom. Ces militaires vous auraient alors pris avec eux dans leur véhicule. Un indicateur, les accompagnant, aurait confirmé votre identité. Vous auriez été ensuite détenu au camp Alpha Yaya durant un mois et 4 jours car [B.O.], présent le 18 juillet 2011 lors du tournoi de football organisé par l'AJDB, était soupçonné d'être impliqué dans cette tentative contre le président Alpha Condé. Les militaires auraient fait un lien entre [B.O.] et vous car vous auriez participé à ce tournoi de football. Lors de votre détention, vous auriez été violé par un gardien du camp qui vous aurait tenu pour responsable des problèmes de votre quartier de Bambeto, quartier populaire et turbulent. Le 2 septembre 2011, vous vous seriez évadé grâce à l'intervention du commandant Baldé, une connaissance de votre oncle. Vous auriez passé une nuit chez le commandant Baldé avant de quitter le pays.

A l'appui de votre demande d'asile, vous déposez votre extrait d'acte de naissance, 5 documents médicaux belges relatifs à divers rendez-vous, une attestation du service orthopédie de CHU Saint-Pierre, un certificat d'un médecin généraliste ainsi qu'un réquisitoire du CPAS d'Incourt.

B. Motivation

Il ressort de l'analyse de vos déclarations que vous n'avez pas fourni de sérieuses indications permettant d'établir que vous avez quitté votre pays en raison d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou que vous pouvez invoquer ladite crainte dans le cas d'un éventuel retour dans votre pays. Vous n'avez pas non plus fourni de motifs sérieux prouvant un risque réel que vous subissiez des atteintes graves telles que définies dans le cadre de la protection subsidiaire à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

En effet, à la base de votre demande d'asile vous déclarez craindre les autorités guinéennes suite à votre arrestation le 29 juillet 2011 et votre détention subséquente (CGRA, page 8). Vous auriez été soupçonné d'être à la tête des mouvements qui ont lieu dans votre quartier Bambeto, quartier populaire et turbulent majoritairement peuplé de Peuls et pro UFDG, et d'avoir des informations sur l'attentat du 19 juillet 2011 car [B.O.], invité au tournoi de football en juillet 2011, était soupçonné d'y être impliqué (Ibid., page 8). Vous auriez également participé à la campagne électorale de l'UFDG durant les élections présidentielles en 2010 en tant que sympathisant dudit parti (Ibid., page 3, 4, et 20).

Toutefois, en premier lieu, plusieurs méconnaissances de votre part sèment le doute quant à votre arrestation le 29 juillet 2011 en raison de votre participation à l'organisation d'un tournoi de football le 18 juillet, auquel le vice-président de l'UFDG, [B.O.] se serait rendu. En effet, invité à donner une approximation du nombre de personnes qui auraient pris part à cet événement, vous répondez que vous

n'avez pas pu chiffrer cela car vous étiez occupé à accomplir votre tâche du jour, à savoir installer les chaises et veiller à ce qu'il n'y ait pas de débordements de la part des jeunes de votre quartier (CGRA, page 17). Au vu de votre tâche ce jour-là, il est étonnant que vous ne soyez pas en mesure de fournir ne fut-ce qu'une approximation du nombre de participants à cet événement au vu de son importance pour installer les chaises pour accueillir les participants.

De plus, invité à donner une approximation du nombre d'invitations qui auraient été envoyées, vous déclarez que plusieurs personnes auraient été invitées. Confronté au caractère vague de votre réponse, vous vous bornez à répéter que plusieurs personnes ont assisté à cet événement et que la salle avait la capacité de contenir plusieurs personnes (CGRA, page 17). De même, outre M. [B.O.], vous n'avez pas été en mesure d'expliquer à qui le président de l'AJDB, M. Diallo, aurait envoyé les invitations. Questionné à deux reprises sur les personnes qui auraient été invitées à cet événement, vous éludez la question et n'apportez aucun élément de réponse à la question qui vous avait été posée clairement à deux reprises (CGRA, page 17). Quand bien même vous déclarez avoir été occupé par vos tâches ce jour-là, cette explication ne peut être retenue comme satisfaisante dans la mesure où vous déclarez être le secrétaire de l'AJDB et impliqué dans cet événement. De plus, même si vous liez le début de vos problèmes à votre adhésion à l'AJDB (CGRA, page 21) et à votre participation à l'organisation du tournoi de football en juillet 2011, force est de constater que votre rôle se serait limité à coller des affiches pour faire la publicité de ce tournoi de football (CGRA, page 17). En effet, il ressort de vos déclarations que ce serait le président de votre association, M. Diallo, qui aurait organisé cet événement (CGRA, page 16). Ce serait également M. Diallo qui aurait réalisé les affiches, envoyé les invitations et invité les équipes de football participant au tournoi (CGRA, pages 16 à 18). Ce serait également M. Diallo qui aurait organisé les soirées dansantes (CGRA, page 19). Force est de constater votre rôle assez limité dans cette association. Toujours à ce sujet, quand bien même vous déclarez que M. [D.] se serait réfugié à Pita (Guinée) avant votre départ du pays, relevons qu'il s'agit de rumeurs dans le quartier (Ibid., page 19). Soulignons le fait qu'aucun membre de votre association n'aurait eu de problèmes avec les autorités suite à l'organisation de ce tournoi de football ; ce qui tend à décrédibiliser les menaces qui pèseraient sur vous (CGRA, page 21). Partant, il n'est pas crédible que les autorités guinéennes s'acharneraient sur vous du seul fait de votre adhésion à cette association.

L'ensemble de vos déclarations tendent à relativiser votre implication au sein de cette association qui aurait pour but de venir en aide aux orphelins de Bambeto, sans aucune activité politique (Ibid., pages 18 à 21).

Soulignons également que vous ne déposez aucun document relatif à cette association, à votre adhésion à celle-ci et aux faits que vous invoquez. Relevons que vous êtes scolarisé, parlez le français et êtes en Belgique depuis plus d'un an, soit depuis septembre 2011 (CGRA, page 3 et question n° 8 de la déclaration de l'Office des étrangers). A ce sujet, il convient de rappeler que c'est au demandeur d'asile qu'il incombe de convaincre l'autorité qu'il remplit effectivement les conditions pour bénéficier du statut qu'il revendique.

Concernant votre sympathie pour l'UFDG, vous auriez participé aux campagnes électorales de 2010 (CGRA, pages 4 et 20). Notons qu'il s'agit d'une période qui n'est plus d'actualité en Guinée car le pays a élu au suffrage universel son président en novembre 2010. Il ressort de vos déclarations que votre implication au sein de l'UFDG se serait limitée à la campagne électorale de 2010 et que vous n'auriez pas eu de responsabilité ou une visibilité particulière ni pendant les ces campagnes électorales ni après (Ibid., page 4 et 20). A ce sujet, il ressort des informations objectives à la disposition du CGRA (copie jointe au dossier administratif) que si certaines manifestations politiques impliquant l'UFDG se sont déroulées sans incident majeur ou entrave, d'autres ont été réprimées par les autorités. La plupart des sources consultées font en effet état de possibles violences à l'encontre des militants et responsables de l'opposition, à l'occasion de certains événements ou manifestations. Toutefois, le seul fait d'être membre ou militant de l'UFDG n'est pas de nature, en soi, à faire naître une crainte réelle et actuelle de persécution au sens de la Convention de Genève. Relevons que vous ne seriez pas membre mais sympathisant de l'UFDG. Partant, au vu de ces différents éléments, le Commissariat général considère peu crédible que les autorités guinéennes s'acharment sur vous au vu de l'extrême faiblesse de votre engagement et de votre implication politique.

En second lieu, peu de crédibilité peut être accordée à votre détention.

En effet, concernant le lien que vous alléguiez entre votre arrestation et l'attentat contre le président Alpha Condé, au vu de l'extrême faiblesse de votre engagement au sein de l'UFDG et au sein de l'AJDB

(Cfr. Supra), relevons qu'il est étonnant que les autorités guinéennes estiment que vous soyez en possession d'informations à ce sujet, que vous y soyez impliqué et qu'elles soient à votre recherche pour obtenir des informations à ce sujet.

En outre, notons que selon mes informations, 17 personnes arrêtées en lien avec cette tentative d'assassinat du président guinéen ont été libérées par les juges en charge du dossier, aucune charge n'a été retenue contre ces personnes et elles ont été mises en liberté en mars 2012. En juillet 2012, la chambre de mise en accusation a rendu un verdict. Dans ce verdict, 15 personnes présumées coupables – militaires et civils - ont bénéficié d'une liberté totale. Parmi ces cas, 14 sont des non-lieux. Parmi les civils, figure un militant UFDG. Partant, dans la mesure où vous ne seriez pas impliqué dans la tentative d'assassinat du président Alpha Condé et que vous auriez été soupçonné à tort (Ibid., pages 3, 4, 8, 10, 19 et 20), rien ne permet de penser que vous n'auriez pu ou ne pourriez, en cas de retour, recourir à l'aide d'un avocat, de votre choix, pour prouver votre innocence. Confronté à cela, vous répondez en invoquant la situation générale (Ibid., page 15). Cet élément n'est pas cependant pas suffisant pour justifier votre crainte personnelle de persécution en cas de retour dans votre pays. En outre, une contradiction essentielle émaille la crédibilité de votre détention. Ainsi, vous déclarez d'emblée ne pas avoir reçu de visite pendant votre détention (Ibid., page 10). Questionné au sujet d'éventuelles visites que vous auriez pu avoir en prison, vous déclarez que vous n'auriez pas eu de visite et que vous n'auriez eu aucun contact avec l'extérieur (CGRA, page 12). Or, vous déclarez par la suite lors de votre explication concernant votre évasion que votre oncle vous aurait rendu visite avant votre évasion (CGRA, page 14). Confronté à cette contradiction, vous déclarez que vous aviez l'intention de parler de la visite de votre oncle mais que vous auriez été interrompu (CGRA, page 14). Or, il ressort de vos déclarations, que vous avez d'emblée affirmé ne pas avoir reçu de visite pendant votre détention ; affirmation que vous confirmez clairement lorsque la question vous a été posée de différente manière (Ibid., page 12). Vous avez eu donc le loisir de mentionner cette visite de votre oncle précédemment. Partant, votre explication n'emporte pas la conviction du Commissariat général dans la mesure où elle n'explique pas cette contradiction. De même, invité à citer le nombre de vos codétenus, vous ne donnez qu'une approximation et vous n'êtes pas en mesure de citer un nombre exact (CGRA, page 9). Ensuite, invité à parler de vos codétenus, vous n'êtes en mesure que de parler sommairement de deux d'entre eux, Sow et Ousmane (CGRA, page 11). Invité à parler de vos conversations avec eux, vous déclarez que vous parliez de vos problèmes en peul (CGRA, page 11). Invité à évoquer d'autres sujets de conversation, vous déclarez « C'était toujours notre sujet de conversation savoir comment allons-nous sortir de là » (CGRA, page 12).

Or, le Commissariat général est en droit attendre que vous lui fournissiez spontanément plus de détails dans la mesure où vous auriez été détenu avec eux pendant 20 jours . Hormis ces deux personnes précitées, vous n'êtes pas en mesure de parler spontanément des autres codétenus (CGRA, page 12). Questionné sur les activités de vos autres codétenus, vous déclarez qu'ils restaient assis en petits groupes et qu'ils tenaient des discussions. Vous n'avez pas non plus été en mesure de citer les noms de vos autres codétenus (Ibid.). Or, il est peu crédible que vous n'ayez pas été en mesure de parler de vos autres codétenus, étant donné que les deux uniques codétenus avec qui vous auriez eu des contacts auraient été libérés après 20 jours votre détention (CGRA, page 10) et que vous auriez encore été détenu durant plus de dix jours avec vos autres codétenus. Quand bien même vous justifiez vos méconnaissances sur les autres codétenus par le fait qu'ils étaient en groupes avec des personnes de leur origine ethnique, vous n'avez pas été en mesure de citer ne fut-ce que leur nom alors qu'il aurait été procédé à l'appel des noms des codétenus à partir d'une liste, que vous auriez été détenus avec eux dans la même cellule pendant plus d'un mois et qu'ils parlaient français comme vous (Ibid., pages 10 à 12 question n° 8 de la déclaration de l'Office des étrangers). Dès lors, l'ensemble de vos déclarations lacunaires et contradictoires au sujet de votre détention ne permet pas de conclure que celle-ci ait un fondement dans la réalité ni aux faits subséquents, à savoir les mauvais traitements que vous auriez subis durant votre détention.

A ce sujet, notons que vous ne déposez aucun document afin d'étayer vos dires. Or, le Commissariat général constate que vous êtes sur le territoire du Royaume de Belgique depuis plus d'un an et que vous auriez eu largement l'occasion de fournir l'ensemble des documents que vous auriez souhaité joindre à vos déclarations.

Vous déposez à l'appui de vos déclarations prises de rendez-vous au service orthopédie, une pour une radiographie de votre pied et une en psychiatrie, un document médical d'un généraliste et d'un orthopédiste. Le document du généraliste atteste du fait que vous n'auriez pas de lésion au genou et l'orthopédiste vous conseille de faire du sport pour muscler votre jambe. Quand bien même vous déclarez que votre genou se serait déboîté lors de la manifestation du 28 septembre 2009, soit près de

deux ans avant votre départ du pays, soulignons qu'aucun de ces deux documents ne se prononce sur l'origine et les circonstances de vos problèmes au niveau du genou. Par conséquent, l'ensemble de ces documents ne permet pas de renverser le sens de la présente décision. Pour l'appréciation des raisons médicales, vous êtes invité à utiliser la procédure appropriée, à savoir une demande d'autorisation de séjour auprès de la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration ou de son délégué sur la base de l'article 9 ter de la loi du 15 décembre 1980.

Concernant la manifestation du 28 septembre 2009, les responsables de parti et la société civile ("Forces Vives" de la nation) ont invité les gens à se rendre au stade du 28 septembre et à manifester contre une éventuelle candidature de M. Dadis Camara (militaire de la junte) à l'élection présidentielle de 2010. Notons que cet événement a eu lieu durant un contexte spécifique de violence extrême (massacre du stade, largement décrit dans les médias nationaux et internationaux). Cette situation n'est pas représentative de la situation actuelle en Guinée (cfr, dossier administratif), et ce pour différentes raisons. Il ressort ainsi des informations objectives précitées qu'il s'agit d'un événement ponctuel, ayant eu lieu dans le contexte de l'opposition à la junte militaire de Dadis Camara. Ce dernier a été écarté du pouvoir et le régime guinéen actuel est de nature civile. Ainsi, la Guinée a élu son premier président civil au suffrage universel fin décembre 2010, M. Alpha Condé, tournant la page de l'ère de la junte militaire qui a été responsable du massacre du stade. Il existe ainsi une reprise graduelle du contrôle par le régime civil sur les militaires au moyen de réformes importantes en cours (voir documents joints au dossier administratif), ce qui marque clairement le changement de régime. Les responsables de ces actes commencent par ailleurs à être inquiétés par la justice, sous la pression, notamment, de la communauté internationale. Ainsi, six des responsables du massacre ont été inculpés par les autorités dont deux sont en détention provisoires (cfr, article joint au dossier administratif). Toujours selon mes informations objectives, rien ne nous permet de considérer que des personnes sont toujours détenues et/ou font encore l'objet de poursuites judiciaires en raison de leur implication à la manifestation du 28 septembre 2009. Notons que vous n'auriez pas été arrêté lors de cette manifestation (Ibid., page 4). Partant, rien ne me permet de penser dès lors que vous seriez actuellement poursuivi ou recherché en Guinée pour votre présence au stade.

Concernant le cambriolage de votre domicile en 2008 par des personnes cagoulées et portant un uniforme, lors de laquelle votre père aurait été tué, relevons qu'il s'agit d'un fait relevant du droit commun. En effet, les cambrioleurs auraient volé une somme d'argent et le véhicule de votre père (Ibid., page 5). Vous auriez fait appel aux autorités guinéennes dès le lendemain (Ibid., page 6). Elles se seraient déplacées sur les lieux et auraient rédigé un procès-verbal (Ibidem). Il ressort clairement que les autorités sont intervenues en votre faveur. Partant, rien dans vos déclarations n'indique que vous ne pourriez bénéficier d'une protection de la part de vos autorités en cas de nécessité, en cas de retour en Guinée (Ibid., page 21). A ce sujet, je tiens à vous rappeler que les protections auxquelles donnent droit la Convention de Genève du 28 juillet 1951 – Convention relative à la protection des réfugiés – et la protection subsidiaire possèdent un caractère auxiliaire ; elles ne peuvent être accordées que pour 4 pallier un défaut de protection de vos autorités – en l'occurrence celles présentes en Guinée, carence qui n'est pas démontré dans votre cas.

En outre, s'il est vrai que certaines personnes vêtues en uniforme se font passer pour des militaires, les autorités guinéennes sont pleinement conscientes de ce problème. De nombreux faux militaires ont été arrêtés et/ou neutralisés par les autorités guinéennes ses deux dernières années, et ces arrestations s'inscrivent dans une réforme plus globale de l'armée, réforme en cours depuis le retour au pouvoir civil en 2010. A titre d'exemple, un processus d'identification biométrique des militaires de carrière est en cours, afin d'avoir des registres complets et à jour des militaires permettant par là même occasion de lutter contre ce phénomène de faux militaires.

En ce qui concerne la situation générale, la Guinée a été confrontée en 2012 à des tensions internes, des actes isolés et sporadiques de violence et autres actes analogues. Des violations des droits de l'homme ont en effet été commises par les forces de sécurité guinéennes, à l'occasion de manifestations à caractère politique. Des tensions entre le gouvernement et certains partis politiques d'opposition sont toujours palpables. La période de transition qui aurait normalement dû s'achever par l'organisation d'élections législatives dans un délai de 6 mois, s'éternise.

Il appartient désormais aux différents acteurs politiques de faire en sorte que toutes les conditions soient réunies pour achever cette période de transition et permettre la tenue des élections législatives dans un climat apaisé.

*L'article 48/4 §2 de la loi du 15 décembre 1980 dispose que des menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil, en raison d'une violence aveugle s'inscrivant dans le cadre d'un conflit armé interne ou international peuvent être considérées comme une atteinte grave pouvant donner lieu à l'octroi du statut de protection subsidiaire. Il ressort des informations susmentionnées que la Guinée n'est pas confrontée à une situation de violence aveugle et il convient également de relever qu'il n'existe aucune opposition armée dans le pays. A la lumière de l'ensemble de ces éléments, il n'existe pas actuellement en Guinée de conflit armé ou de situation de violence aveugle au sens de l'article 48/4, §2 (voir *farde Information des pays*, SRB "Guinée: Situation sécuritaire", septembre 2012).*

Outre, les documents précités, vous déposez votre extrait d'acte de naissance ainsi qu'un réquisitoire du CPAS d'Incourt. Votre extrait d'acte de naissance constitue uniquement un commencement de preuve de votre identité qui n'est d'ailleurs pas mise en doute et ne permet pas de renverser les constats établis précédemment. Quant au réquisitoire, celui-ci confirme uniquement que les soins médicaux que vous auriez suivis en Belgique auraient été pris en charge par le CPAS d'Incourt ; éléments qui n'est pas lié à votre récit d'asile.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. Les faits invoqués

La partie requérante confirme devant le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après dénommé « le Conseil ») fonder sa demande d'asile sur les faits tels qu'exposés dans la décision entreprise.

3. La requête

3.1. La partie requérante prend un moyen unique tiré de la violation de « l'article 1^{er}, §A, al.2 de la Convention de Genève du 28/07/1951 en ce que le récit se rattache aux critères justifiant l'octroi de l'asile et/ou viole l'article 48/4 nouveau de la loi du 15 décembre 1980 relatif à l'octroi d'une protection subsidiaire ». Elle invoque également la violation des « articles 1,2,3 et 4 de la loi du 29/07/1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, en ce que sa motivation est inadéquate, contradictoire et contient une erreur d'appréciation ».

3.2. Elle conteste en substance la pertinence de la motivation de l'acte querellé au regard des circonstances de fait propres à la cause, des pièces du dossier administratif et du dossier de la procédure.

3.3. A titre de dispositif, elle sollicite du Conseil, à titre principal, la réformation de la décision querellée et de lui reconnaître le statut de réfugié ou le bénéfice de la protection subsidiaire, et à titre subsidiaire elle sollicite l'annulation de la décision querellée.

4. Les nouvelles pièces

4.1. La partie requérante dépose en annexe de la requête des copies d'une attestation émanant de l'association des jeunes pour le développement de Bambéto ainsi qu'une carte d'adhésion, une attestation de l'UFDG et une carte d'adhésion.

Elle dépose également lors de l'audience les originaux des documents annexés à la requête, ainsi que l'original de son extrait d'acte de naissance.

4.2. Indépendamment de la question de savoir si ces pièces constituent de nouveaux éléments au sens de l'article 39/76, § 1er, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980, elles sont valablement déposées dans le cadre des droits de la défense dans la mesure où elles étaient le moyen.

5. L'examen du recours

5.1. La décision attaquée développe les motifs qui l'amènent à rejeter la demande d'asile du requérant. Cette motivation est claire et permet à la partie requérante de comprendre les raisons de ce rejet. La décision est donc formellement motivée.

5.2. Quant au fond, la partie défenderesse rejette, dans la décision querellée, la demande d'asile de la partie requérante en raison de l'absence de crédibilité du récit relatif à l'arrestation et à la détention, du rôle limité de la partie requérante dans l'organisation du tournoi, de l'absence de problème entre les autorités et d'autres membres de l'association, et du fait que le seul fait d'être membre de l'UFDG n'est pas de nature à faire craindre une persécution.

5.3. Dans sa requête, la partie requérante reproche en substance à la partie défenderesse d'avoir mal apprécié les éléments de la demande et se livre à une critique de divers motifs de la décision entreprise.

6. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980

6.1. L'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 en son paragraphe premier est libellé comme suit :

« Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1er de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par la protocole de New York du 31 janvier 1967 ».

Ledit article 1er de la Convention de Genève précise que le terme « réfugié » s'applique à toute personne

«qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays».

6.2. Il ressort des arguments en présence que le débat entre les parties se noue essentiellement autour de la crédibilité des craintes invoquées.

6.3. Le Conseil constate que les motifs de la décision attaquée se vérifient à la lecture des pièces du dossier administratif et sont pertinents en ce qu'ils portent sur les éléments centraux de la demande de la partie requérante.

6.4. Il y a lieu de rappeler ici que le principe général de droit selon lequel « la charge de la preuve incombe au demandeur » trouve à s'appliquer à l'examen des demandes d'asile (HCR, Guide des procédures et critères pour déterminer le statut de réfugié, Genève, 1979, p.51, §196). Si, certes, la notion de preuve doit s'interpréter avec souplesse dans cette matière, il n'en reste pas moins que c'est au demandeur qu'il incombe de convaincre l'autorité qu'il remplit effectivement les conditions pour bénéficier du statut qu'il revendique. Partant, l'obligation de motivation de la partie défenderesse ne la contraint pas à démontrer l'existence d'éventuelles déclarations mensongères ou contradictoires, mais bien à exposer les raisons pour lesquelles le demandeur ne l'a pas convaincue qu'il craint avec raison d'être persécuté ou qu'il existe de sérieux motifs de croire qu'il encourrait un risque réel de subir des atteintes graves s'il était renvoyé dans son pays d'origine.

6.5. En l'espèce, le Conseil considère que la partie requérante ne formule aucun moyen sérieux susceptible de mettre en cause les motifs de la décision attaquée. Si la partie requérante avance à cet égard différents arguments pour expliquer les incohérences et autres imprécisions qui lui sont reprochées, le Conseil estime qu'elle ne fournit en réalité aucun éclaircissement de nature à établir la réalité des faits invoqués et le bien-fondé des craintes alléguées.

6.5.1. Ainsi, sur le motif relatif à l'absence de crédibilité du récit quant à l'arrestation en raison de sa participation à l'organisation d'un tournoi de football, la partie requérante indique, en termes de requête, que « dans la mesure où il ne connaissait pas le nombre exact de participants, il s'est dit qu'il valait mieux être honnête avec les instances d'asile plutôt que de donner un chiffre inexact. Après un entretien avec son conseil, le requérant souhaite toutefois préciser que, s'il doit évaluer le nombre de personnes invitées à ce tournoi, il le chiffrerait à plus ou moins une centaine de personnes » (requête, page 4).

La partie requérante indique également, en termes de requête, « que ces arguments d'imprécisions du CGRA ne constituent qu'une pure appréciation subjective dans son chef et qu'ils sont, en tout état de

cause, insuffisants pour pouvoir légitimement et raisonnablement douter de la réalité des déclarations du requérant » (requête, page 3).

Le Conseil estime que par sa requête, la partie requérante n'apporte aucune explication valable aux motifs valablement formulés par la partie défenderesse. En effet, il n'est pas convaincu par l'attitude de la partie requérante, qui en termes de requête, évalue le nombre de personnes présentes au tournoi, alors qu'elle se montre incapable de donner un chiffre lors de l'audition. En effet, le Conseil constate que face à cette question, la partie requérante se borne à répondre lors de son audition devant la partie défenderesse que « plusieurs personnes ont assisté à cela car l'endroit qui a été choisi, c'est un endroit très vaste plusieurs personnes peuvent être contenues » (dossier de la procédure : pièce 4 : dossier administratif : pièce 5 : rapport d'audition, page 17), et alors que la partie défenderesse repose la question, la partie requérante répond clairement « beaucoup. Je ne saurais pas chiffrer cela. Puisque ce jour j'étais occupé à faire ma tâche ... » (dossier de la procédure : pièce 4 : dossier administratif : pièce 5 : rapport d'audition, page 17). De la même façon, le Conseil estime que la question de l'imprécision des réponses données par la partie requérante et soulevée par la partie défenderesse est légitime, et porte atteinte à la crédibilité du récit de la partie requérante. Il se rallie donc au motif de la décision querellée.

6.5.2. Concernant le rôle limité de la partie requérante dans l'association AJDB, la partie requérante indique, en termes de requête, que « cet argument ne constitue qu'une pure appréciation subjective du Commissaire » (requête, page 5). Le Conseil estime néanmoins, à l'instar de la partie défenderesse, que la partie requérante ne démontre pas avoir eu un rôle prépondérant dans l'association AJDB, et qu'en se contentant d'affirmer que l'appréciation de la partie défenderesse est subjective, elle ne convainc nullement le Conseil de l'implication de la partie requérante dans ladite association, et par conséquent des raisons qui permettraient de comprendre les persécutions dont elle allègue être victime.

6.5.3. Par ailleurs, le Conseil constate que la partie requérante n'apporte aucun argument valable relatif au fait qu'aucun membre de l'association de la partie requérante n'ait rencontré de problème avec les autorités suite à l'organisation du tournoi de football. En effet, il note, à cet égard, que la partie requérante, en termes de requête, n'apporte aucun élément de réponse au regard de ce motif, alors qu'elle déclare lors de son audition qu'à sa connaissance aucun membre de son association n'a rencontré de problème avec ses autorités (dossier de la procédure : pièce 4 : dossier administratif : pièce 5 : rapport d'audition, page 21). Le Conseil fait donc sien ledit motif.

6.5.4. Concernant le motif relatif à la détention, la partie requérante met en exergue une nouvelle fois, en termes de requête, la subjectivité dans l'analyse de la partie défenderesse (requête, pages 5 et 6).

Le Conseil constate que cette remarque ne permet pas de combler les lacunes mises légitimement en avant par la partie défenderesse dans la décision querellée. En effet, le Conseil constate à l'instar de la partie défenderesse, l'incapacité de la partie requérante à donner le nombre exact de ses codétenus, son incapacité à donner un récit spontané et détaillé de sa détention, alors qu'elle déclare avoir été détenue vingt jours. (dossier de la procédure : pièce 4 : dossier administratif : pièce 5 : rapport d'audition, page 9, 11, 12 et 13).

Le Conseil se rallie par conséquent au motif de la décision querellée.

6.5.5 Conformément à l'article 57/7bis de la loi du 15 décembre 1980, transposant l'article 4, § 4 de la Directive 2004/83/CE du Conseil de l'Union européenne du 29 avril 2004, et dont l'application est demandée par la partie requérante (requête, page 7), le fait qu'un demandeur a déjà été persécuté ou a déjà subi des atteintes graves ou a déjà fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution ou de telles atteintes est considéré comme un indice sérieux de la crainte fondée du demandeur d'être persécuté ou du risque réel de subir des atteintes graves, sauf s'il existe de bonnes raisons de penser que cette persécution ou ces atteintes graves ne se reproduiront pas et qu'elles ne peuvent à elles seules être constitutives d'une crainte fondée. En l'espèce, la partie requérante n'établit nullement qu'elle « a déjà été persécutée ou a déjà subi des atteintes graves ou a déjà fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution ou de telles atteintes » de sorte que cette disposition ne peut s'appliquer *in specie*.

6.6. Concernant les nouvelles pièces déposées à l'appui de la requête, s'agissant d'une attestation émanant de l'association des jeunes pour le développement de Bambéto ainsi qu'une carte d'adhésion, une attestation de l'UFDG et une carte d'adhésion, le Conseil considère que de tels éléments ne sont

pas susceptibles de rétablir la crédibilité défaillante du récit de la partie requérante. Le Conseil note également que lors de l'audience du 10 juin 2013, la partie requérante a déposé les originaux des documents susmentionnés, ainsi que l'original de l'extrait d'acte de naissance figurant déjà au dossier administratif. En l'espèce, le Conseil estimant que le contenu même de ces documents ne permet pas de rétablir la crédibilité défaillante du récit, il considère que de tels documents ne permettent pas de prendre une décision différente de celle prise par la partie défenderesse. Il en est d'autant plus ainsi que le Conseil note, en ce qui concerne la force probante de ces documents, une erreur dans le titre de l'attestation déposée intitulée « attestaion » ainsi qu'une incohérence entre l'attestation délivrée par l'UFDG indiquant que le requérant dispose d'une carte n°34759 alors que la carte délivrée et déposée devant le Conseil porte le numéro 0144922, ce qui en limite la force probante. Par ailleurs, la partie requérante dépose à l'audience une carte mémoire contenant une vidéo et fait visionner à la partie défenderesse et au Conseil le contenu de celle-ci. Le Conseil observe que la vidéo, par ailleurs disponible sur Youtube, ainsi que confirmé par un courrier du conseil de la partie requérante, se veut l'illustration de la violence indéniable de militaires au camp Alpha Yaya mais n'est pas de nature à renverser les constats auquel le Conseil a procédé ci-avant, notamment en ce qui concerne la détention dans ce camp qui n'a pas été jugée établie.

6.7. Le Conseil estime, au regard du manque de consistance des déclarations de la partie requérante, de ses imprécisions et lacunes, qui affectent grandement la crédibilité de son récit, qu'il ne peut être conclu à l'existence d'une crainte de persécution dans le chef de cette dernière, du seul fait de son appartenance à l'UFDG, l'AJDB ou l'ethnie peule. Ainsi, la partie requérante fait également référence en termes de requête aux informations récentes sur la situation des Peuhls en Guinée et des membres et sympathisants des partis d'opposition, tel que l'UFDG (requête, page 4). Dans la mesure où la partie requérante invoque un risque de subir des atteintes graves en raison de son appartenance à l'ethnie peuhle, de sa sympathie pour l'UFDG et du fait qu'elle soit le fils d'un commerçant peuhl, le Conseil doit nécessairement examiner sa prétention au regard de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 au motif qu'elle craint d'être persécutée en raison de sa race ou de ses opinions politiques. En conséquence, le Conseil examine cet argument sous l'angle tant de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, relatif au statut de réfugié, que de l'article 48/4 de la même loi, relatif au statut de protection subsidiaire. Le Conseil estime que les faits relatés par la partie requérante n'étant pas établis, ainsi que jugé ci-avant, la question qui reste à trancher consiste à examiner si l'origine ethnique et/ou le fait d'être sympathisant ou membre de l'opposition politique suffit à justifier par elle seule que toute personne d'ethnie peuhle et originaire de Guinée a des raisons de craindre d'être persécutée en Guinée. Il ressort du rapport du 10 septembre 2012 et relatif à la « Situation sécuritaire » en Guinée, que la partie défenderesse a versé au dossier administratif (dossier administratif, pièce 22/1) que la situation en Guinée s'est dégradée et que les opposants politiques ont été la cible de diverses exactions. Il s'en dégage ainsi un constat de tensions politiques incitant à faire preuve d'une particulière prudence dans l'examen des demandes d'asile de ressortissants guinéens opposants politiques sans permettre toutefois de conclure que tout opposant politique aurait aujourd'hui des raisons de craindre d'être persécuté de ces seuls faits. Il ne ressort pas plus des arguments développés par la partie requérante que la situation en Guinée est telle que tout Peuhl et/ou sympathisant de l'opposition politique de ce pays peut valablement se prévaloir de raisons de craindre d'être persécuté du seul fait de cette appartenance ethnique et/ou qualité de sympathisant de l'opposition. Ainsi, la partie requérante à l'égard de laquelle le Conseil estime que ni sa sympathie pour l'UFDG ni les faits qu'elle invoque ne constituent une crainte fondée en cas de retour en Guinée, n'a fait valoir en cours de procédure aucun élément personnel, autre que sa qualité de peuhl, sa qualité de « militant » pour l'UFDG ou de fils de commerçant, susceptible d'être révélateur d'une crainte de persécution actuelle qu'elle pourrait légitimement nourrir en cas de retour en Guinée. En d'autres termes, hormis la circonstance qu'elle soit d'origine peuhle et qu'elle soit militante de l'UFDG, mais qui n'est pas suffisante, la partie requérante ne présente pas un profil spécifique ou particulier qui pourrait lui faire personnellement craindre avec raison d'être persécutée si elle devait retourner dans son pays.

6.8. Les considérations qui précèdent suffisent à fonder le constat que la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte de persécution au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980.

7. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980

7.1. L'article 48/4 de la loi énonce que :

« le statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut pas bénéficier de l'article 9 ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine (...), il encourrait un risque réel de subir les atteintes graves visées au paragraphe 2, [...] ».

Selon le paragraphe 2 de l'article 48/4 de la loi,

« sont considérés comme atteintes graves :
a) la peine de mort ou l'exécution ; ou
b) la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine ; ou
c) les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international ».

7.2. Le Conseil constate que la partie requérante fonde sa demande subsidiaire sur les mêmes faits que ceux qui sont à la base de sa demande de protection.

7.3. Dans la mesure où il a déjà jugé que les faits et motifs allégués par la partie requérante manquent de toute crédibilité, le Conseil estime qu'il n'existe pas davantage d'élément susceptible d'établir, sur la base des mêmes événements, qu'il existerait de sérieux motifs de croire qu'en cas de retour dans son pays d'origine la partie requérante encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées à l'article 48/4, §2, *littera* a et b, de la loi du 15 décembre 1980, à savoir la peine de mort ou l'exécution, la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants.

7.4. Par ailleurs, la partie requérante ne sollicite pas précisément le bénéfice de l'article 48/4, § 2, *littera* c, de la loi du 15 décembre 1980 qui concerne « les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international ». Elle ne fournit dès lors pas le moindre argument ou élément qui permettrait d'établir que la situation dans sa région d'origine, en l'espèce en Guinée, correspondrait actuellement à un tel contexte « de violence aveugle en cas conflit armé interne ou international », ni qu'elle risquerait de subir pareilles menaces si elle devait y retourner. En tout état de cause, le Conseil n'aperçoit dans le dossier administratif et le dossier de la procédure aucune indication de l'existence de pareils motifs.

7.5. En conséquence, il n'y a pas lieu d'accorder au requérant la protection subsidiaire prévue par l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

8. Au vu de ce qui précède, la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, ni qu'il existe des raisons sérieuses de penser qu'elle encourrait en cas de retour dans ce pays un risque réel d'atteinte grave au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. Cette constatation rend inutile un examen plus approfondi des motifs de la décision et des moyens de la requête qui s'y rapportent, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire une autre conclusion quant au fond de la demande. Le Conseil rappelle à cet égard que dans le cadre de la compétence de pleine juridiction qu'il exerce en l'espèce, il est amené à soumettre l'ensemble du litige à un nouvel examen et à se prononcer par un arrêt dont les motifs lui sont propres et qui se substitue intégralement à la décision attaquée. Il en résulte que l'examen des vices éventuels affectant cette dernière au regard des règles invoquées en termes de moyen, a perdu toute pertinence.

9. La demande d'annulation

La partie requérante sollicite l'annulation de la décision entreprise. Le Conseil ayant conclu à la confirmation de la décision attaquée, il n'y a pas lieu de statuer sur cette demande d'annulation.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le onze juillet deux mille treize par :

M. J.-C. WERENNE,	président f.f., juge au contentieux des étrangers,
Mme L. BEN AYAD,	greffier.

Le greffier,	Le président,
--------------	---------------

L. BEN AYAD

J.-C. WERENNE